

# L'Émigration Basque <sup>(1)</sup>

---

## É T U D E S

(*Fin*)

---

### III. — Le Problème de l'Émigration

#### I. — LE SORT DE L'ÉMIGRANT

Si je me laissais influencer par les poètes, je serais tenté de plaindre grandement le petit paysan basque, qui est allé chercher fortune au-delà des mers. Il nous arrive de là-bas bien des poésies rustiques et naïves, pleines de nostalgie et de déception. Mais il est entendu qu'ou ne croit pas les poètes, ou qu'on prend leurs plaintes pour de la tristesse fleurie.

Aussi pessimiste que ses confrères ailés est le prosateur D<sup>n</sup> José Cola y Goïty. A l'en croire, maltraité en route, volé au débarquement, mis en possession d'une terre déplorable, sans eau et sans chemins, exposé aux incursions des Indiens de l'Araucanie, frappé par les fièvres et la phtisie, dupé par les banques, le malheureux émigré rencontrerait en Amérique le plus lamentable des sorts.

Certains n'ont pas voulu croire il ce témoignage, et l'ont mis au compte de quelque fatale déception personnelle, en affirmant très haut qu'une fois mis de côté la part des pauvres diables, des *noyés* de la société, on

---

(1) Voir la *Revue* 1. I, p. 609, et T. II, pp. 95. 238, 438.

pouvait considérer la condition d'émigrant en Amérique comme une des meilleures dans la position moyenne des Basques.

Il nous semblerait plutôt qu'il y a à lieu de faire deux parts distinctes dans notre jugement: la part du passé et de la lutte, la part du présent et de la conquête.

I.— Il est indéniable que les débuts de l'émigration basque en Amérique représentent une somme navrante de souffrance et de misère. Certes, je n'oublie pas qu'il s'est fait, en peu de temps, des fortunes superbes dans l'Argentine, l'Uruguay et la Californie. J'ai vu revenir somptueusement au vieux pays, et nous éclabousser de leur or, des cadets qui étaient partis avec l'argent du voyage, réuni vaille que vaille. Mais qu'est-ce que la proportion de cinq ou six «Américains» par village, revenus riches ou demeurés là-bas dans de bonnes positions. en regard des quarante mille que l'Amérique nous a pris dans notre génération? Et qu'est-ce que la fortune de ces unités, si je la compare aux douze cents jeunes gens qui nous quittaient chaque année? Je m'inquiète de ces milliers de Basques que Montévideó et Buenos-Ayres ont vu débarquer. Je ne les trouve pas tous là où est l'aisance on le travail normalement rétribué. Dès lors, j'ai lieu de craindre que cette majorité n'ait péri dans les quartiers borgnes des villes où les sans-travail vivent pêle-mêle à douze dans une chambre à deux, parmi des Italiens, des Russes et des Chinois.

De fait. avant que l'ouvrier basque se fût imposé dans les industries américains par son honnêteté, son travail actif et suivi, son esprit d'initiative, les meilleures places se trouvaient accaparées par des Italiens ou des Catalans. Le paysan souletin ou navarrais débarquait au nouveau monde sans l'appui d'un patron ou d'un compatriote bien placé, sans la moindre connaissance du travail moderne, de la langue et des mœurs. La pampa n'était pas découverte. Avant que le premier Basque y plantât joyeusement sa bêche, combien de petits paysans des Pyrénées sont morts aux talus du chemin!

A la misère matérielle devait se joindre fatalement la misère morale. Les jeunes Basquaises furent lamentablement exploitées. Croyant entrer au service d'une bonne famille bourgeoise, elles se trouvaient prisonnières dans d'infâmes demeures, dont elles ne soupçonnaient ni la nature ni même l'existence. Plusieurs n'atteignirent pas leur destination et demeurèrent dans quelque bouge de Bordeaux ou du Havre, victimes de l'embauchage odieux qui se pratiquait à ciel ouvert autour des grands ports d'embarquement. Des racleurs, qu'un célèbre conférencier belge, le P. Van Tricht, a comparés aux détresseurs de morts

sur les champs de bataille, allaient attendre à la descente des trains les émigrants des campagnes, se donnaient à eux comme des guides et trafiquaient ignoblement des bourses et des femmes (1).

II. — Au regard de l'état présent, le tableau n'est plus le même. Après la génération qui pâtit vient la génération qui recueille, et celle-ci doit la moisson à l'obscur peine de celle-là. Les quelque cinquante mille qui arrivèrent les premiers furent les défricheurs: la somme lamentable de douleur que représentent leurs souffrances anonymes constituent un acquis important: leurs larmes ont préparé et fondé l'avenir.

Aujourd'hui, d'abord, les conditions de déplacement ont changé: on ne s'embarque plus comme le P. Guimon et ses compagnons, sur une méchante goëlette à la *Barre* de Bayonne; on ne s'entasse plus par centaines à fond de cale sur de la paille. Les grands transatlantiques de Bordeaux ont des cabines communes fort convenables pour les passagers de troisième classe. Mais surtout, au débarquement, nos jeunes Basques trouvent presque toujours un ami, un compatriote obligeant pour les aider dans leurs premiers pas à travers le monde étranger. pour leur procurer du travail. Sont-ils sans relations et sans appui? Leur qualité seule de Basque leur servira de recommandation. «Le *Café de Bayonne* est près du débarcadère: c'est là qu'on ira les chercher. Aucun certificat ne leur sera demandé; ils sont Basques, cela suffit; car qui dit Basque, dit travail, loyauté, honnêteté. Hommes et femmes, un se les dispute et tous trouvent sans retard un emploi (2).»

Un témoin digne de foi, le D<sup>J</sup>. P. de Castro, ministre plénipotentiaire de l'Uruguay près du gouvernement français, déclare de son côté qu'à Montévideo «les Basques en général sont considérés comme le *nec plus ultra* de l'immigration: ils se voient là-bas disputés et sollicités de toutes parts: c'est ce qu'il y a de meilleur pour les travaux des champs et surtout pour l'élevage du bétail qui est la grande industrie de ce pays.»

Par ailleurs, à peu près chaque village de Soule et de Basse-Navarre compte aujourd'hui un ou plusieurs de ses enfants établis à Montévideo

---

(1) Hélas, cette race hideuse n'a pas encore disparu! Moi-même, taudis que je me documentais pour cet article, j'ai eu fortuitement l'occasion, eu gare de Bordeaux, d'arracher à deux de ces vampires plusieurs familles de pêcheurs de Biscaye partant pour le Brésil.

(2) *Lesca*, lot. cit.

ou Buenos-Ayres dans de bonnes positions: industriels, commerçants, banquiers. Toujours, ces paysans enrichis ont gardé le culte de leur hameau natal: ils ne laisseront jamais un de leurs «païs» dans la peine; s'ils ne peuvent faire davantage, ils lui donneront, du moins, un emploi dans leur fabrique ou leur magasin.

Avec l'amélioration matérielle est venu le progrès moral. Nous avons signalé plus haut les principales œuvres qui ont aidé au relèvement de la famille ou des individus: missions d'émigrés, assistance domiciliaire, écoles, asiles et ouvriers. Dans les grandes villes, l'embauchage, cette plaie sinistre des ports d'embarquement, rencontre un succès moins aisé avec des émigrants à qui l'école ou le service militaire ont appris un peu de français. Ici ou là, les partants pour l'Amérique peuvent bénéficier de quelques embryons d'œuvres imitant de loin les admirables *Raphaëls-Verein* allemandes d'Anvers, de Rotterdam ou de Hambourg (1).

(1) Les *Raphaëls-Verein* ou Sociétés de St-Raphaël ont pour but de venir en aide aux émigrants. Elles comprennent des agences d'information et des agences d'organisation. Les premières ont pour rôle de concentrer entre les mains des bourgmestres et des curés, conseillers naturels du pauvre, des documents sûrs portant les conditions de voyage et de travail pour les différents pays, afin d'éviter les départs à l'aveugle. Les secondes, établies auprès des grands ports d'embarquement prennent soin des émigrants au moment du départ. Souvent les *Raphaëls-Verein* s'adjoignent le secours de quelque œuvre complémentaire à caractère religieux.

On peut citer comme types et modèles d'œuvres d'émigrants celles d'Anvers, l'un des plus grands ports d'émigration européenne.

En 1882 le P. Alexandre de Aschelberg, de la Compagnie de Jésus, jeta à Anvers les fondements d'une œuvre de protection pour les émigrants allemands si nombreux à cette époque. Le P. Lorleberg lui succéda, et pendant près de vingt-cinq ans, il ne cessa pas de s'y dévouer, avec l'aide de la section anversoise du *Raphaëls-Verein* qu'il dirigeait.

Les délégués de la Société accueillent à leur arrivée ces malheureux pour qui l'exil a déjà commencé, leur indiquent des logements honnêtes, leur font les échanges d'argent, s'occupent de leur contrat de passage, en un mot, les couvrent contre toute exploitation matérielle ou morale. Eu outre, depuis 1887, ou a organisé en faveur des émigrants un service religieux qui leur apporte, au moment de s'embarquer, le renfort et les consolations d'Eu Haut. La veille du départ, on les réunit dans l'église de St-Ignace, on leur fait une exhortation dans leur propre langue, on en confesse un grand nombre et on leur distribue catéchismes, livres de prières, tracts religieux, chapelets, scapulaires et autres objets de piété. Depuis quelques années le mouvement d'exode s'étant fort accentué chez les Polonais, les Pères Jésuites ont organisé en leur faveur un service religieux analogue, dont le soin fut confié à un de leurs compatriotes, le P. Wunsch, aujourd'hui directeur général de l'œuvre.

Dans le courant de l'année 1907 ces réunions ont été tenues 132 fois dans l'église de l'Institut et elles ont été suivies par 18.572 émigrants, amenés par le délégué du *Raphaëls-Verein* allemand. Ce chiffre se décomposait comme suit: 12.977 Polonais; 1.173 Allemands, Autrichiens ou Hongrois parlant allemand; 1.235 Hongrois; 510 Slovaques ou Bohémiens; 2.635 Russes, Ruthènes, Lithuaniens. Croates, Serbes, sans tenir compte de quelques Belges et Italiens. Un grand nombre se sont confessés

Ou bien encore un compatriote est là qui tient une auberge à l'enseigne bien connue dans le petit pays. On y retrouve le parler et jusqu'à la cuisine d'Eskual Herria. Le maître, qui connaît bien la ville, aide les émigrants dans tous leurs pauvres besoins.

Ainsi quel partant pour le nouveau monde ou quel émigré, au retour d'Amérique, n'a connu ces dernières années à Bordeaux le propriétaire de l'*Hotel du Printemps*, Jean Vidart? C'était un paysan de Sainte Engrâce, en Soule: jeune, intelligent, dévoué. Bientôt la petite auberge qu'il avait louée puis achetée près de la gare St-Jean, s'était trouvée trop petite pour les «Américains» qui y affluaient. Il avait acquis alors ce, nouvel immeuble où il a reçu, jusqu'à sa mort, ses compatriotes comme des frères. Il menait crânement à travers Bordeaux ces pauvres équipes extasiées et gauches, il les accompagnait aux Docks, les recommandait aux hommes du bord, s'occupait des bagages, des billets, des cabines. A l'Hôtel, la maîtresse de maison qui était de Bidarray, en Basse-Navarre, possédait l'art des *piperrada* dont le fumet brûlant prolongeait — ou devançait — l'illusion de la table de famille.

Ajoutons enfin, pour clore cette revue des améliorations modernes, que la proportion des émigrants déserteurs ayant notablement baissé depuis quelques années dans le pays basque, peu de nos partants se trouvent condamnées, comme par le passé, à devoir attendre, vaille que vaille, à l'étranger, une lointaine limite d'âge ou une amnistie. Aujourd'hui la plupart de nos jeunes gens, familiarisés au français qu'ils ont appris à l'école, ne redoutent plus le service militaire dans les garnisons du Centre ou de l'Est. Et beaucoup, après leurs deux ans de séjour dans un régiment parlent pour les Amériques, se mettent en règle près du Consul et tentent fortune avec cette assurance que donne la pensée d'avoir toujours une porte ouverte pour le retour si l'aventure tourne à mal.

---

en polonais, russe et allemand; des instructions imprimées leur ont été données en sept langues différentes, ainsi que des cartes de recommandation pour les délégués du *Raphaëls-Verein* allemand d'outre-mer. Depuis 1887 plus de 200.000 émigrants ont assisté au service religieux de l'église St-Ignace, et en tenant compte de la période précédente où l'œuvre n'était pas encore régulièrement organisée, ce chiffre monte à 220.000.

Sans viser à des résultats aussi grandioses, ne pourrait-on pas fonder à Bordeaux, pour nos Basques émigrants, une œuvre analogue à celle des *Raphaëls-Verein* ou celle de l'Institut St-Ignace à Anvers? Ou accueillerait ces infortunés, ou les conduirait dans des asiles sûrs, on s'occuperait de leurs changes, on leur ferait remplir, au seuil du grand voyage, leurs devoirs de chrétiens et on ne les quitterait qu'aux premiers grondements de l'hélice, avec les paroles du vieux pays. J'ai idée que ni les dévouements ni même les ressources ne manqueraient à la nouvelle fondation.

Le fait est donc certain. Il ressort de tous ces chefs que l'émigration basque ne se produit plus dans les conditions lamentables des débuts.

Mais il fait que la condition temporelle et morale des émigrés se trouve aujourd'hui si bien améliorée, allons-nous conclure en faveur de l'émigration en masse vers la pampa? Assurément non. Dans un peuple stable et organisé en familles-souches, l'émigration *au dehors* ne doit être qu'un mouvement modéré et normal, un petit courant régulier qui n'épuise jamais les réserves fondamentales de la source.

Mais ne touchons pas encore aux conclusions générales, et bornons-nous à constater que le peuple basque possède, à l'heure actuelle, l'assurance que ses émigrés auront, au prix d'une peine modique, leur bonne place au soleil dans les champs du nouveau monde.

## II. — LA PART DU LION

Un point qu'on ne nous disputera pas est le suivant: le profit le plus net de l'émigration basque est resté aux pays qui ont su s'attirer nos foules.

Une grande nation est une organisation, à la fois trop forte pour être ébranlée par quelques misères de plus dans les couches de la société, et assez délicate pour mettre à profit l'influence des puissants qui lui prêtent l'appui de leurs richesses ou de leur génie. C'est dire que les grands pays d'immigration — surtout l'Argentine et l'Uruguay — n'ont été nullement diminués dans leur force ou leur prestige par les milliers d'émigrants qui y ont péri de faim ou de misère, et qu'ils ont prodigieusement grandi du travail des heureux qui se sont élevés au faite de leur nouvelle société.

I. — Tout d'abord, dans le tas des défricheurs de pampas ou d'abatteurs de bœufs qui leur venaient des vallées pyrénéennes, les républiques du Sud se sont choisi pour leur gouvernement la part du lion. Trois d'entre-elles ont été présidées simultanément par trois descendants de Basques: le Chili par Errazuris, l'Argentine par Uruburu, l'Uruguay par Idiarte Borda. Un Elizalde a été ministre des finances sous le général Mitre, à Buenos-Ayres, et un émigré d'Ainhoa, Quirino Costa, vice-président de la République. Le chef du parti radical qui a été député, sénateur, ministre et gouverneur de la province de Buenos-Ayres, s'appelle Hirigoyen; un Etchagüe a été deux fois gouverneur d'Entre-Rios; les Iriondo ont occupé, pendant 20 ans, le pouvoir à Santa Fé; Udaondo, Ugarte, furent des gouverneurs de la

province de Buenos-Ayres; Etcheverry, fut ministre des travaux publics; Amespil, ingénieur en chef des travaux hydrauliques; Berduc, ministre des finances; Betbeder, amiral et ministre de la marine; c'est lui qui organisa et confia au commandant Irizar l'expédition antarctique qui sauva Nordenskjöld.

Par ailleurs, l'émigration a appelé les œuvres de bienfaisance. Des missionnaires, des éducateurs sont venus à la suite de leurs compatriotes, et l'Amérique en a profité. En 1852, un Bayonnais, M. Larroque, et un Béarnais, M. Peyret étaient chargés par le général Urquiza, lui-même descendant de Basques, de fonder un collège à Concepción del Uruguay. De ce collège sortirent deux Présidents de la République: Carlos Pellegrini et le général Roca, plusieurs ministres et nombre de personnages politiques qui ont puissamment contribué à la prospérité prodigieuse où est arrivée de nos jours l'Argentine.

Cet avènement des Basques aux hautes charges et aux grandes fortunes a eu pour résultat leur infiltration dans l'aristocratie sud-américaine. Et ces paysans aristocrates se sont trouvés être si foncièrement gentilshommes qu'ils; n'ont pas tardé à supplanter les restes des anciennes grandesses espagnoles et à donner le ton dans toute la haute société. Beaucoup de ces familles bonairiennes que le Prince Louis d'Orléans nous présentait récemment comme les restes de l'aristocratie «terrienne» ont leur origine et leur nom dans un petit village du Labourd ou du Guipúzcoa; et leurs «traditions vénérables», leur «unité d'origine», leur «esprit de famille» ne sont pas toujours ce que pense un observateur qui ignore leur ascendance.

Naturellement ces familles pyrénéennes ont apporté avec elles, dans leur monde nouveau, quelque chose de leurs mœurs ataviques. Qu'on lise par exemple ce trait de rapports entre jeunes gens:

« Jeunes gens et jeunes filles, aux deux extrémités de la salle, forment deux blocs séparés et hostiles, réfractaires à toute tentative de fusion. De loin en loin seulement, quelque jeune homme, plus téméraire, s'approche d'une jeune fille, lui offre le bras. et gravement l'emmène à travers les salons où se presse la foule élégante. Cela s'appelle «sacar las niñas», faire sortir les jeunes filles (1).»

Ne se croirait-on pas dans quelque village de Soule ou de Basse-Navarre, au moment où, les *sauts basques* finis, les jeunes gens vont au

---

(1) Prince Louis d'Orléans Bragance: *L'Argentine dans Le Correspondant* des 10 et 25 juillet 1908.

groupe compact et isole des jeunes filles pour les *tirer* (sacar) une à une par le petit doigt?

Voici encore le dimanche des fêtes locales dans les familles basques:

«C'est dimanche, et nous nous asseyons, par spéciale faveur, à une de ces tables jalousement réservées, autour desquelles se réunissent chaque semaine, le jour du Seigneur, les grandes familles de Buenos-Ayres. L'aïeule vénérable préside. Autour d'elle, dans un joyeux désordre, s'entremêtent fils et filles, gendres et brus, petits-fils et petites-filles. Il y a dix, il y a quinze, il y a vingt convives: on ne sait jamais d'avance. Vient qui veut, suivant ses loisirs. Les familles son-t énormes. Chaque ménage normalement a une demi-douzaine d'enfants. Beaucoup dépassent la douzaine.»

Au reste les Argentins eux-mêmes ne font aucune difficulté de reconnaître la part d'action du contingent euskarien dans la formation et le renouvellement de l'aristocratie bonairienne.

Mais j'entends un lecteur français — homme de son pays et de son temps — me demander avec curiosité: «Comment l'accroissement de l'aristocratie peut-il constituer un bienfait en faveur d'un Etat démocratique?»

Je réponds: «A deux titres: A celui de la richesse et à celui de l'honneur.»

Dans un pays jeune et encore dans la période de formation, l'aristocratie n'est pas un vain titre, un rouage mort, une galerie de portraits ou de noms. Elle est la première équipe des premiers arrivants: la classe des premiers travailleurs, des premiers audacieux, des premiers-génies à qui la fortune a souri, en un mot la classe des premiers riches. Elle représente le capital important de la nation. Des lors, grossir ses rangs c'est grossir ses fonds, corser son crédit. Tout contingent nouveau qui lui arrive muni de ses droits d'entrée, c'est-à-dire, d'imposants capitaux, constitue un apport à la richesse publique et une garantie de plus pour le budget. Donc de ce chef, les fondateurs ou les réformateurs de l'aristocratie doivent être considérés comme les premiers bienfaiteurs de la nation.

Or, quand une classe de la société s'est fortifiée au point d'imposer à l'Etat des égards intéressés à son endroit, elle devient forcément la pépinière des hommes il qui seront confiées les fonctions importantes et les charges en vue. Au reste, elle seule peut subvenir aux frais d'éducation et de déplacements qu'exige la préparation à ces hautes carrières. Dès lors, former une aristocratie c'est fournir à l'Etat l'élite où il choisira ses premiers politiciens, ses premiers diplomates, ses premiers capitaines.



On a vu plus haut que de ce chef encore les colonies euskariennes ont payé un large tribut aux républiques latines d'outre-mer.

II. — Mais l'Amérique n'a pas tiré profit seulement de l'élite des émigrants. Elle s'est enrichie du travail énorme et muet de la foule anonyme. Ce sont des Basques dont on ne cherche pas le nom qui ont, pour la première fois, mordu la pampa avec leurs petites charrettes : aujourd'hui ces déserts sont une source d'immenses richesses. Des terres que les premiers colonisateurs avaient payées 2.000 francs la lieue valent, trente cinq ans après, jusqu'à 900.000 francs la lieue. Le prix du fermage y monte jusqu'à 80 francs par an et par hectare. «Comme on est loin — dit le Prince Louis d'Orléans — de l'estancia traditionnelle où, sur d'immenses étendues, à peine clôturées, les animaux paissaient, exposés à toutes les intempéries, se nourrissant de l'herbe naturelle des prairies!..... Ici la prairie primitive n'existe plus. Les 7.000 hectares de l'estancia, soignée comme un jardin, se sont transformés en une vaste luzernière, permettant non seulement de nourrir trois et quatre fois plus d'animaux, mais de leur donner un fourrage de choix. Des écuries et des étables ont remplacé l'antique «corral». Des clôtures de fil de fer séparent soigneusement les domaines des différentes races.»

Des Basques inconnus multiplièrent dans la prairie indienne ces troupeaux de cinquante et cent mille moutons qui ont développé extraordinairement le commerce des laines et de la viande salée ou congelée. Dans ces douze dernières années l'exportation argentine du maïs est montée de 51 millions à 361 millions; celle du blé de 97 millions à 432 millions; celle de la laine, de 151 millions à 321 millions; celle de la viande, de 10 millions à 109 millions. L'an dernier, la capitale, à elle seule, a exporté 3.673.778 moutons et 1.209.998 quartiers de bœufs. Or, ces denrées représentent précisément les industries auxquelles nos paysans migrants se sont adonnés.

M. Daniel Muñoz, ministre plénipotentiaire de l'Uruguay près du gouvernement argentin déclarait naguère que «dans toutes les républiques de la Plata les Basques ont été des facteurs extrêmement importants pour la richesse et la colonisation.» Il rappelait que des Basques, Juan de Garay et Bruno Mauricio de Zabala avaient fondé les deux cités les plus florissantes de l'Amérique latine: Montévideu et Buenos-Ayres. Et il ajoutait:

«Suivant les traces de ces deux nobles devanciers, les Basques commencèrent à émigrer au Rio de la Plata. Ils se répandirent sur les deux rives incultes du fleuve et quand ils les eurent fertilisées et

peuplées de troupeaux, ils s'adonnèrent à l'industrie de la salaison. Ils ont été les premiers et meilleurs ouvriers de nos *saladeros*. Ils eu supportaient sans défaillances les rudes besognes, en hommes à qui des mœurs saines donnaient un corps vigoureux...

«Peu à peu les Basques devinrent maîtres de la terre où paissaient leurs troupeaux; et, peuplant le désert, groupant leurs maisonnettes sur l'emplacement des cités aujourd'hui florissantes, ils étendirent la zone de la civilisation. Nombre de ces familles honnêtes; et laborieuses qu'ils ont fondées jadis, occupent aujourd'hui les premiers rangs dans l'armée, dans la magistrature et la diplomatie, au parlement et au barreau.

«D'autres émigrants sont venus, plus tard. qui ont puissamment contribué au merveilleux progrès de ces régions de la Plata. Mais nous ne devons pas oublier que les Basques ont été des premiers à venir dans ces plaines à peine encore sorties de l'inconnu, et que Basques ont été nos premiers bergers, nos premiers laboureurs, nos premiers industriels. Sous devons nous souvenir qu'ils ont fondé nos cités les plus florissantes, qu'ils ont créé beaucoup de nos plus illustres familles, qu'ils ont été le noyau de toute une race d'hommes qui se sont distingués dans les multiples manifestations de notre vie agrarie, commerciale et politique.

«Dans cet organisme complexe et puissant de la société bonairienne ou uruguayenne, l'un des plus énergiques facteurs d'activité est le sang basque qui court dans ses veines, le sang clair et pur d'une race forte, saine, entreprenante, honnête et belle (1).»

Le gouvernement argentin savait donc bien ce qu'il faisait et quand, vers 1856, au lieu d'enrager ce mouvement fatal qui emportait vers ses rivages notre plus belle et plus robuste jeunesse, il le fomentait secrètement et l'encourageait, même en public, par de séduisantes promesses.

Maintenant une question se pose: la prospérité de la République Argentine peut-elle justifier l'émigration basque et constituer un argument en sa faveur? En d'autres termes: Le développement de l'Argentine, peut-il compenser la perte de nos quatre-vingt-dix mille Basques français et méritait-il un pareil sacrifice?

Je voudrais répondre sans orgueil et sans colère, et ne pas estimer au dessus de leur valeur le sang et les larmes de tant de milliers de mes compatriotes. Je demanderai: cet âge d'or, ce progrès, que seront-ils?

---

(1) *Caracteres de la etnología vascongada*. Buenos-Ayres, 1905.

N'affirmez-vous qu'ils seront le développement ordonné, large et lumineux d'une nation qui met à la base de ses agrandissements le règne de Dieu, et puise dans les leçons de l'Église la force de dominer sagement les fougues des modernes novateurs? Alors, sans laisser de m'apitoyer sur tant de poignantes misères, je considérerai ce sang et ces larmes comme la rançon d'une grande tâche que Dieu aura assignée aux hommes de ma race et de ma génération; et ce n'aura pas été un spectacle sans noblesse que celui de ce «petit peuple qui meurt» envoyant ce qui lui restait de sa rare jeunesse périr, au delà des mers, pour l'épanouissement d'une nation nouvelle. Mais, au contraire, si l'Argentine, suivant le courant ordinaire du progrès contemporain, devait substituer à Dieu le veau d'or et se prendre elle aussi à «éteindre les étoiles», oh alors, dût-elle couvrir les vieux mondes d'une gloire incomparable, je ne me consolerais pas de songer que, pour *faire cela*, une mère, un jour, a dû pleurer ou qu'un vieux paysan a dû mourir, dans un pli des bruyères, sur la pampa, sans qu'un pretre de sa langue ail pu bercer son agonie.

### III. — LES INTÉRÊTS DU PAYS ET DE LA RACE

Mais la France? mais le peuple basque? le mouvement migrateur leur a-t-il apporté du bien ou du mal? (1)

On a dû sentir à l'indécision de nos conclusions passées que nous attendions, pour dire notre dernier mot, d'avoir envisagé les intérêts les plus graves qui soient ici en jeu: ceux de la patrie et de la race. Tous les autres, ceux des individus comme ceux des nations étrangères, seront subordonnés à ces derniers.

I. — En ce qui concerne la France je dois avouer que je n'arrive pas à me convaincre que l'émigration basque ait été pour elle un bien. Elle lui a fourni l'occasion d'accroître son commerce avec l'Argentine, c'est vrai; elle a tiré une certaine gloire de la gloire de ses enfants, les colonisateurs de la pampa. les hommes politiques, les grands industriels, les éducateurs du peuple, c'est encore vrai. Mais qu'est cela en regard de la double perte militaire et économique de quatre-vingt dix mille pay-

---

(1) Por si extraña el lector basco-español que no nos ocupemos de los intereses de España en este asunto, hemos de recordarle que aquí nos limitamos á lo que nos es más conocido, es decir la parte de *Euskal Erria* que pertenece á Francia. Por lo que toca á nuestros hermanos de allende el Pirineo, no faltará, entre los colaboradores de esta revista, quien pueda suplir ventajosamente nuestras deficiencias. (*Nota del autor*).

sans dont la plupart eussent fait d'excellents soldats ou eussent aidé à l'expansion d'une saine et belle race dans l'intérieur du pays, à l'accroissement du commerce, surtout au progrès de l'agriculture? La France a-t-elle conscience de la gravité de sa perte qu'elle cherche par de fréquentes amnisties à ramener ses fugitifs et ses insoumis. Procédé peu fructueux, que remplacerait avantageusement pour elle une meilleure intelligence des intérêts de la colonie française dans l'Argentine et l'Uruguay.

Rappeler sans cesse les fugitifs est bien; mais plus habile, et souvent plus efficace, est la manœuvre opposée: celle qui consiste à favoriser au delà des mers ceux qu'on n'a pas su retenir au sol natal. Cela est d'abord d'une bonne politique étrangère, car, avec la fortune de ses émigrés s'accroît le renom, ou le prestige, de la mère patrie. Puis cela peut déterminer le résultat visé par l'amnistie ou le rappel; car l'exilé se souvenant mieux d'un pays aimé qui veille toujours sur lui, se sentira plus tenté d'y ramener une famille prospère et d'y aller terminer ses jours.

Malheureusement la France n'a pas compris jusqu'ici l'importance de cette politique à l'égard de ses émigrés argentins. Plus d'une fois, dans le cours de ce demi-siècle, les Basques français, secondés par leurs frères d'Espagne, se sont trouvés dans une situation exceptionnellement favorable pour créer avec la France un courant d'affaires que les autres pays nous auraient envié: mais la timidité des capitaux engagés a toujours empêché l'exploitation de ces ressources. «Les financiers métropolitains, dit M. Lesca, ne veulent pas connaître ce qui se passe en Amérique et moins encore risquer là-bas des capitaux; cependant, combien l'épargne française aurait gagné à être dirigée vers ce pays et combien se seraient développés l'action et le commerce français à la Plata, si cette valeureuse émigration basque et béarnaise avait eu l'appui des capitaux français! Jusqu'à ces dernières années rien n'avait été fait de ce côté, et tout ce que nos compatriotes ont acquis, ils ne le doivent qu'à leurs propres efforts.»

Encore, si les initiatives privées avaient été récompensées! Mais non. Le gouvernement français n'a décerné ni un ruban ni une médaille aux créateurs d'industries nouvelles: il n'a accordé ni prix ni subsides aux œuvres de bienfaisance créées là-bas pour nos compatriotes malheureux.

Bien au contraire, il s'est trouvé des consuls pour déclarer que la première ligne de conduite à tenir en Amérique était d'éviter le contact avec l'élément français. A deux reprises nos compatriotes se sont vus traiter de «banqueroutiers» et d'«aventuriers» dans des feuilles demi-officielles. Chaque fois qu'ils ont voulu s'appuyer sur leur gouver-

nement ils se sont attirés des déboires ou des difficultés. Au témoignage de M. Lesca, M. Ribes, le créateur de la navigation fluviale dans l'Argentine, déclarait que le seul bateau qui lui procurait des ennuis, c'était celui oh flottait le pavillon français. Le consulat lui reprochait de ne pas se soumettre aux exigences de la loi française; aussi tous les autres bateaux portaient-ils le pavillon anglais, argentin ou uruguayen, dont les gouvernements ne lui suscitaient aucune difficulté. «Cet homme, qui avait inscrit sur ses bateaux la devise *Res non verba*, aurait dû être mille fois décoré; on l'agacait par de sottes chinoïseries administratives.»

Aussi qu'est-il arrivé? Nos colonies françaises de l'Amérique latine sont développées individuellement, sans que la France ait été associée à leurs fastes ou à leur fortune. Des milliers de Français se sont illustrés, sans que la France ait à revendiquer la moindre part dans leur triomphe. Pour beaucoup de ces émigrés, leur nationalité même est demeurée inconnue. N'ayant plus à compter avec la mère patrie, ils se sont si bien fondus dans les milieux nouveaux qu'ils passent aux yeux de tous pour des Américains authentiques.

Ce phénomène est particulièrement saillant dans les colonies basques françaises de l'Argentine et de l'Uruguay. Déjà assez disposé, en vertu de son nationalisme individuel, à prescinder de la France dans ses montagnes natales, l'émigré euskarien ignore généralement l'existence même des consulats. Cet «esprit de corps», que nous avons étudié dans notre seconde partie, n'intéresse que l'élément basque et s'étend presque toujours aux Basques originaires des deux versants (1). Avec les premiers mots de castillan qu'il doit apprendre, le nouvel arrivant a bien vite fait d'oublier les bribes de français qu'il apprit à l'école du village natal. C'est encore un Basque mais non plus un Basque français: c'est un Basque argentin.

On le voit: l'émigration basque s'est produite presque en pure perte pour la France. Concluons-nous de ce fait à l'eurayer complètement? Certes non. Le progrès de notre commerce, quelque modeste soit-il, est un bien assez chèrement payé pour que, de ce point encore, nous déterminions à ne pas oublier à jamais la route «des Amériques». Maintenons donc toujours un certain courant qui suffira à entretenir ces relations commerciales. Mais surtout, que la France prenne à cœur

---

(1) Il existe pourtant, on l'a vu plus haut, un Centre *Basque-Français* à Buenos-Ayres. Il fut créé en 1895 pour faire face à un centre basque-espagnol fondé en 1887, la *Laurak bat*. Mais ces deux associations sont aussi peu continentales que possible, et tout porte à croire qu'elles fusionneront un jour toutes deux avec la grande association purement basque: la *Euskal-Echea*.

les intérêt de ses émigrés! Au témoignage du Prince Louis d'Orléans, il y a près de 40.000 Français à Buenos-Ayres; notre commerce, dans la République, se chiffre chaque année par 300 millions d'achat. N'y a-t-il pas là des proportions capables d'occuper un instant la sollicitude de la France?

Certes, je ne demande pas que la France intervienne à tout propos dans les affaires des émigrés. Par le temps qui court, surtout, les intérêts les meilleurs de la colonie basque-française, je veux dire ses intérêts religieux et moraux, n'ont rien à gagner à un contact trop étroit avec les hommes de notre gouvernement. Mais nos émigrés sont en droit d'attendre de la mère patrie la protection que tout pays doit à ses nationaux et de prétendre à ses faveurs eu récompense de leurs mérites acquis. Ainsi le nom de la France s'attachera à leurs œuvres, et eux-mêmes, dans leurs luttes courageuses ou dans leur succès magnifique, se montreront plus Français tout en demeurant purs *Euskaldun* (1).

II. — Restent enfin les intérêts du petit peuple basque. Le bien qui lui est venu de l'émigration compense-t-il le mal qu'il en retire? — Oui, semble dire un économiste fort autorisé, M. Louis Etcheverry (2).

De fait, il est bien à noter que l'énorme perte de bras subie pendant le dernier siècle n'a pas fait périlcliter les intérêts de l'agriculture. Au plus fort du mouvement migrateur, de 1840 à 1892, la culture a gagné dans le petit pays, et le rendement par hectare est plus élevé. Par ailleurs la misère ne semble guère s'accroître, et le seul point qui nous navre dans cet ordre de choses, je veux dire la vente des domaines, n'est point dû à l'émigration — qui eu est plutôt la suite — mais à la loi du partage forcé. De plus un très grand nombre de nos maisons-souches ont été rafferemies par un morceau d'or venu de Californie: beaucoup ont été rachetées dans la pampa argentine ou dans l'Uruguay. Sur bien des demeures on pourrait graver ce qu'on lit au-dessus d'une porte, dans la grand rue du village d'Ainhoa: «*Ceste maison apelée Gorritita a esté racheptée par Marie de Gorriti, mère de feu Jean, Dolhagaray, des sommes par lui envoyées des Indes laquelle maison ne se pourra vandre ny engager. Fait en l'an 1662* (3).»

---

(1) Nous faut-il croire déjà à une réaction dans ce sens? Le Prince Louis d'Orléans signale un apport important de capitaux français dans la création de deux travaux de premier ordre: le port de Rosario et le chemin de fer transversal qui doit relier Bahia Blanca et Rosario. Ces deux immenses entreprises sont l'œuvre de Sociétés françaises.

(2) *L'Émigration dans les Basses-Pyrénées pendant soixante ans.*

(3) H. O'Shea: *La Maison basque*, p. 8. Pau, 1887.

Enfin, ce prodigieux ensemble d'efforts et d'industries tentés pour gagner fortune, ont éveillé dans le fond du tempérament basque cet esprit d'initiative, de hardiesse et de ténacité que les ancêtres y avaient déposé. Mais ce sont là des avantages purement matériels: il en est de meilleurs au regard de notre prestige national; et c'est l'émigration qui nous les a acquis.

C'est l'émigration qui a mis en lumière les ressources cachées au fond du tempérament basque. Jusque-là le paysan souletin ou navarrais, blotti dans ses vallées profondes, avait passé peut-être pour un bon laboureur ou un honnête contrebandier; mais personne n'avait soupçonné en lui l'initiateur hardi, le colonisateur intelligent. C'étaient là des germes cachés qui, pour se développer, n'attendaient qu'un champ plus large, plus de lumière et plus d'air. La pampa américaine a été par excellence le champ nouveau où ces qualités, enfouies depuis des siècles dans les réserves héréditaires, se sont épanouies au plein jour. Eu un demi-siècle, le peuple basque s'est posé au premier rang des peuples colonisateurs.

Certes, ce sont là de beaux avantages; et à les considérer dans l'ordre absolu ils constituent un vrai bienfait de l'émigration. Pourtant, si je les compare au mal que nous a causé ce long exode, j'ai lieu de juger que les bienfaits ont été trop chèrement payés. Qu'une nation nombreuse et fermement établie jette à corps perdu cent mille citoyens sur les plages d'Amérique, rien de mieux: la souche originaire a assez de vitalité pour n'être nullement affaiblie par cette perte. Mais qu'un petit peuple, qui compte à peine cent cinquante-mille âmes, en France, en détache quatre-vingt-dix mille presque en pure perte dans le cours d'un siècle: il y a là un grave désordre et un sérieux danger. Le désordre est en ce fait que ce qui devait être un dérivatif, disons le mot, un *exutoire*, devient un courant tumultueux: le secondaire prend la place du principal, et le subordonné entraîne le dirigeant. Des lors le danger est palpable: fatalement ce désordre compromettra l'équilibre et il est à craindre qu'entraînée par ce courant affolé, la réserve originaire n'aille se perdre avec lui en mille imperceptibles filets.

Or. le petit peuple basque est précisément l'une des communautés qui ont le plus besoin de cohésion et d'unité pour se défendre contre les infiltrations néfastes de la grande civilisation; et ce n'est pas trop pour cette résistance, de toutes ses énergies ramassées en un noyau compact dans la position éminemment stratégique de ses Pyrénées.

Par malheur, cette génération de dispersés n'a pas fait que d'épuiser la source: en y retournant, après avoir vagabondé par le monde, elle y

a apporté des éléments étrangers qui la troublent. Les «Américains» revenus au vieux pays, avec leur mentalité d'outre-mer, ont mis dans le peuple certain esprit moderne, certaines fièvres mauvaises, qui ont troublé la noble sérénité du peuple terrien. Enfin il n'est pas jusqu'au domaine religieux où l'exemple des émigrants enrichis n'ait ouvert quelques brèches. Dans maint village basque c'est l'Américain qui représentera — parfois à lui seul — l'indifférence religieuse; et l'on dira de lui qu'il a laissé la religion aux Amériques. Heureux encore s'il conserve en son fond assez de *foi atavique* pour se reconnaître au dernier moment, sur le seuil redoutable des Amériques sans retour...

Or, notez-le bien: les graves inconvénients que nous venons d'énumérer ne sont pas le fait de l'émigration envisagée en elle-même, mais de l'émigration *en masse*, de l'émigration *dérégulée*. Supprimez soixante mille départs, dans ce nombre exorbitant des quatre-vingt-dix mille émigrés: et bon nombre des bienfaits de l'émigration subsistent, l'infusion ou l'éveil modéré de l'esprit d'initiative, l'allègement des domaines grevés; et les résultats mauvais sont quasi conjurés: le noyau de la race n'est pas sensiblement entamé, et que sera l'influence de rares «Américains» revenus moins bons qu'ils n'étaient partis?

Mais laissons le passé; le corriger n'est utile que si la retouche doit rectifier l'avenir. Que les fautes de la première période d'émigration nous apprennent à mieux préparer la seconde. Revenons au principe fondamental de l'émigration clans la famille-souche. Sauvegardons tout d'abord la vitalité de la tige ordinaire; à cela le meilleur de nos énergies; et dès lors chaque héritier à son domaine, chaque chef de maison dans sa maison. Autour de l'héritier, un groupe compact d'intéressés au domaine; grands-parents, célibataires, jeunes cadets. Puis enfin, pour ceux qui restent, après avoir pourvu au «personnel» qu'exige la prospérité intérieure, — les Amériques. Moins nombreux, et toujours appréciés, les émigrants basques pourront ainsi ne répondre qu'au plus avantageux de l'énorme demande dont ils sont. l'objet dans l'Argentine, l'Uruguay et le Canada.

Ainsi encore, tout en modérant cette folle marche, nous la purifierons, nous la rendrons plus apte à maintenir notre honneur, en supprimant les cas d'exode par désespoir pour ventes de domaines ou partages forcés. Nous retiendrons ainsi sous la saine influence du pays natal, des exaspérés et des aigris qui parfois ont compromis, dans les révolutions américaines, l'honneur de notre nom.



## Conclusion

### LE DANGER ET SES REMÈDES

Cela, c'est la part du rêve, c'est l'idéal. Mais le moyen pratique d'enrayer la folle course de l'émigration et de retenir les chargés de maison à leurs foyers héréditaires?

Ce moyen pratique, il est au pouvoir de la France. Il est au pouvoir de nos législateurs d'attacher fortement au sol, de maintenir à leur poste des milliers de ces jeunes hommes qu'ils poursuivent vainement de leurs plus humbles amnisties. Nous l'avons vu: une *grosse part* de l'équipe annuelle des émigrants est formée par les jeunes héritiers, qui n'ont pu conserver leur domaine pour n'avoir reçu du vieux maître qu'une quotité disponible insuffisante. Eh bien, qu'on mette aux mains du testateur des pouvoirs plus efficaces! Le jour où nos législateurs étendraient la quotité disponible jusqu'à la *moitié des biens*, je garantis que le nombre anormal des émigrations basques se réglerait du coup, les maîtres de maison étant désormais à l'abri des ventes pour partage forcé, et la multiplication des domaines en pleine activité retenant dans chaque foyer un plus grand nombre de cadets pour la tâche grandissante.

Et qu'on ne redoute pas de voir lesdits cadets, mis désormais en possession d'une dot inférieure à celle que leur attribuait le partage forcé, émigrer en masse pour arrondir au loin leur maigre magot; car la *baisse* des dots chez les cadets devant être, dans l'hypothèse, *générale*, tel garçon avec 600 francs rencontrera une aussi bonne cadette, *en pays basque*, que tel autre, *ailleurs*, nanti d'un billet de mille. Encore un bienfait inattendu de l'égalité!

Mais, je ne veux pas me flatter de vains espoirs. Nous ne ramènerons pas sans doute nos nouveaux maîtres à d'aussi vieilles chansons que la liberté testamentaire et les droits de l'autorité paternelle. Bu moins ne cesserons-nous de leur proposer des moyens efficaces d'enrayer le mouvement désordonné de l'émigration. Si nos gouvernants rougissent de revenir aux lois de l'ancien régime, qu'ils mettent en œuvre les remèdes ordinaires, à l'exemple de la Belgique et de l'Allemagne, en développant les sources intérieures de la prospérité agraire. Malgré tous ses goûts d'aventure, un jeune paysan demeurera fidèle à son coin de terre s'il y trouve à pleine prospérité et Je bonheur; et quand force lui sera de quitter la maison natale il louera volontiers, pour l'acquérir peu à peu, quelqu'un de ces domaines qui ont sombré aux temps mauvais de l'agriculture. Ainsi le pays reprendra ses traditions du bien

de famille tenu et exploité, non plus par des mercenaires, mais par les premiers intéressés, les enfants du foyer.

Que le pays se hâte s'il veut fixer ainsi les laboureurs au coin de terre! Qu'il profite du désavantage de son rival le Gouvernement argentin, incapable encore de fixer dans la pampa les familles de ses défricheurs à cause de la répartition des terres en grands latifundia. «Au point de vue de la constitution de la propriété rurale, écrit le Prince Louis d'Orléans, l'Argentine se trouve encore dans un état primitif, quasi féodal, en raison de l'énorme étendue de terres accaparées par un petit nombre de possesseurs. Tandis qu'en France, par exemple, la moyenne des exploitations rurales est de 8 hectares, les estancias de l'Argentine occupent presque toutes des superficies qui varient entre 5.000 et 75.000 hectares et atteignent parfois, même aux abords de la capitale, 100.000 hectares de terrain... On conçoit que cet état de choses empêche la constitution de la petite propriété si nécessaire à un pays en formation comme l'Argentine et arrête, avant, tout, l'accroissement de la population étrangère, incapable de se fixer avantageusement dans le pays en raison des difficultés qu'elle y rencontre.» (1)

Le jour où l'Argentine, à l'exemple du Canada, se mettra à subdiviser la propriété et à vendre, par petits morceaux, des terrains à bâtir, les Basques y accourront par milliers, et sans esprit de retour cette fois. Or, qu'on y prenne garde, l'Amérique latine se rend pleinement compte de ce vice radical dans son œuvre de colonisation, et elle cherche déjà à y remédier. Lisez cette page d'un volume qui a qualité pour parler savamment des choses de l'Argentine:

«L'une des causes qui enrayent l'essor de l'immigration réside dans la mauvaise distribution de la terre, dans les difficultés que doit surmonter l'immigrant-agriculteur, pour devenir propriétaire, ne fût-ce que d'un lopin de terre de labour, enfin dans le manque d'entreprises de colonisation sérieuses, fournissant au cultivateur les moyens de travailler son lot et d'en devenir ensuite le maître. Combien d'immigrants, dit M. Girola, venus dans le pays avec la pensée d'acheter un morceau de terre, ont dû abandonner ce rêve à cause des difficultés qu'ils ont rencontrées pour obtenir la terre divisée!»

Loin de pousser à la formation de la petite propriété, l'Etat a contribué à la constitution de grands latifundia, qui sont le principal obstacle au peuplement du pays. Au lieu de diviser en petits lots

---

(1) *Le Correspondant*, 10 juillet 1908, p. 60.

accessibles aux fortunes modestes, les grandes étendues des terres voisines des voies ferrées ou des ports, et d'en offrir la vente à des prix réduits dans lescommunes d'Europe d'où sort, chaque année, un nombre considérable d'émigrants, l'administration argentine a soumis ces opérations à des formalités longues et ennuyeuses, qui épuisent bien vite l'épargne et, la patience de l'acheteur.

«Donc l'Argentine, si elle désire résoudre ce problème vital de la colonisation, doit se préoccuper d'adopter, en cette matière, un plan bien étudié ayant pour but la subdivision des grands latifundia et s'efforcer d'attacher l'agriculteur à la terre qu'il cultive, en le rendant propriétaire. Sans cette réforme nécessaire l'Argentine continuera à contempler le phénomène de l'immigration temporaire, retournant à son pays d'origine dès qu'elle a pu amasser quelque argent par l'épargne, ce qui est on ne peut plus préjudiciable aux intérêts permanents du pays.» (1)

Le Gouvernement argentin ne peut manquer, avant longtemps, de réformer son régime de propriété.

Déjà même on cherche à établir des entreprises facilitant au laboureur l'acquisition de ses champs. Et ces réformes seront d'autant plus dangereuses pour l'équilibre euskarien qu'elles auront été plus inspirées et menées à bonne fin par nos émigrés eux-mêmes. Or, il se trouve que les Basques ont été les premiers à les pressentir et à les mettre en œuvre. Loin de nous, certes, la pensée de leur en faire un reproche! En voulant améliorer In condition de l'émigrant ils font preuve d'intelligente philanthropie, et en travaillant à la constitution d'un foyer stable, ils obéissent à l'instinct séculaire de la race.

Pour notre part, nous sommes très favorable à l'établissement des Basques en familles-souches et en colonies fixes dans la pampa; cet état de choses est préférable mille fois à la vie mercenaire de l'émigré d'aujourd'hui. Nos réserves portent seulement *sur la quantité*; et tout en louant très fort les tentatives laites en faveur du *komestead* dans la prairie argentine, nous croyons devoir signaler le danger qu'offre cette institution d'attirer trop d'individus au détriment du vieux pays.

Déjà en 1897, un voyageur Basque-espagnol, J. M. de Hernandezias y Zubizar, ancien membre de la Junte de Biscaye, avait fait observer à ses compatriotes d'outre mer que le fractionnement de la propriété avait été la principale cause du développement de la richesse publique en

---

(1) *L'Argentine* au XX<sup>e</sup> siècle, par A. Martinez et M. Lewandowski, Armand Colin 1907, p. 95.

France et dans l'Amérique du Nord (1). Pour l'Argentine, il constituait peut-être l'unique moyen de fixer au sol l'élite des émigrés. «Ce moyen, ajoutait-il, vous sera d'autant plus facile que, pour l'appliquer, vous n'avez pas, vous, des attaches héréditaires à briser, un bien ancestral à morceler.» Le premier, il émit l'idée de la fondation d'une banque constituée à cette fin. La Société, dûment garantie par les pouvoirs publics, achèterait. les grands *latifundia* et les revendrait ensuite, par fractions suffisantes à l'entretien d'une famille, aux laboureurs? aux défricheurs? aux moyens éleveurs.

C'est à un Basque aussi que devait revenir. dix ans plus tard, le mérite de mettre ce projet à exécution.

Le 8 janvier de cette année 1908, le Gouvernement supérieur de la nation approuvait les statuts d'une nouvelle Société coopérative limitée qui s'intitulait *Banco basko argentino*. Elle venait d'être fondée sur l'initiative d'un homme dont nous avons eu déjà l'occasion de parler: M. Martin Errecaborde, originaire de Sauguis, en Soule.

Le nom de la nouvelle institution ne manqua pas de soulever une vive curiosité. On avait bien l'idée du Basque laitier, du Basque abatteur, du Basque fermier et laboureur, mais que pouvait bien être un Basque... banquier?

Un reporter du *Nacional* courut au 22 de la rue des *Piedras*, domicile de l'étrange initiateur. Il fut introduit auprès d'un petit homme aux lunettes d'or, à la barbiche grise, et d'une très franche simplicité de manières. «Pourquoi nous nous intitulez Banque basko-argentine? dit, M. Errecaborde. C'est que ce nom exprime bien notre double caractère de Basques attachés corps et âme à l'Argentine; nos fils sont argentins; et c'est dans l'Argentine que nous avons amassé notre fortune. D'ailleurs notre Société demeure ouverte à quiconque veut y entrer.

«Nous exécuterons toutes les opérations de Bourse; mais nous réservons notre préférence à celles qui ont pour objet les biens fonciers que nous nous proposons de fractionner pour en faciliter l'achat par les petites gens. Nos statuts nous autorisent à acheter en notre propre nom les grands domaines et à les vendre ensuite par le menu.

«Bien de plus facile, pour le petit acheteur, que l'acquisition d'une propriété. Dès le premier versement partiel il recevra en bonne forme

---

(1) Juan S. Jaca: *Hernandarias y Benalcazar, o sea, el pasado y presente económico, político y social de la República Argentina*. — Buenos-Ayres, 1899, p. 73.

son titre de possession; le reste du prix demeurera garanti par la propriété et sera réglé petit à petit suivant les ressources du créancier. Jusqu'à complète expiration de la dette, la Banque percevra des intérêts qui iront diminuant au gré des versements du capital dû. Bien entendu, la propriété pourra être libérée du premier coup par le versement de la somme intégrale. Ainsi l'acheteur n'aura pas à payer d'intérêts à la Société, et la Société, se trouvant plus riche en capitaux, pourra multiplier ses opérations.

« Que vous dirai-je de l'avenir de notre Société? Il sera l'œuvre du présent. Or le présent ne pourrait être dans une situation meilleure. Le capital que nous avons réalisé en deux mois couvre surabondamment nos frais généraux. Nous espérons beaucoup dans le progrès du pays et nous y collaborerons de notre mieux en encourageant l'épargne, en facilitant la division des terres et leur acquisition par le plus grand nombre possible d'habitants.» (1)

Il faudrait connaître bien mal nos paysans basques pour ne pas sentir l'effet que produiront sur lui ces réformes dans la situation des émigrés. Que M. Errecaborde fasse insérer dans les journaux du vieux pays ou afficher sous le porche des églises pyrénéennes des offres de petites terres à vendre dans la pampa, et je puis assurer que l'émigration basque subira une hausse énorme. Quel est celui de nos jeunes gens qui, dégoûté de labourer une terre soumise à tant de vexations, excité par les récits des «Américains» et «l'inquiétude atavique», ne se sentira pas tenté de «partir pour les Amériques» si ses compatriotes lui garantissent là-bas l'acquisition d'une terre libre, d'une terre à lui, dès un premier versement minime? Le besoin du bien de famille est profondément enraciné dans tout tempérament euskarien. Et comment celui qui bravait l'aventure d'outre mer au mépris de ce besoin, hésiterait-il à la tenter désormais pour le satisfaire?

Ce n'est pas, comme on l'a cru parfois, le développement de l'industrie qui pourra enrayer ce mouvement, du moins pour la fraction du pays qui nous occupe et dans un avenir prochain. Le paysan basque a trop l'amour de la terre, et il méprise trop l'atelier pour hésiter un moment entre le travail au champ et la corvée des machines.

Les grandes manufactures de Mauléon ont dû se pourvoir d'ouvriers en Espagne, et les enfants du pays qu'elles occupent ne sont guère des

---

(1) *El Nacional*, du 7 juillet 1908. Art.: Nueva institución bancaria: el Banco Basko Argentino. Con el iniciador S'Errecaborde. Objeto principal: subdividir la propiedad rural.

fils de paysans. Seules, quelques jeunes filles préféreront coudre des sandales chez Béguerie ou Cherbero que d'aller chercher en Amérique une terre à soi avec une petite maison.

Une seule chose peut arrêter l'exode imminent: le développement de l'agriculture et la protection du bien de famille dans le pays. Que le Gouvernement ferme le marché aux produits agraires de l'étranger; qu'il favorise l'écoulement des vins et des céréales; surtout qu'il consolide par tous les moyens le foyer familial. Alors tous les paysans basques chanteront avec Elissamburu la saine joie de vivre au petit coin natal:

Nahiz ex den gaztelua  
Maite dut nik sor lekhua  
Aiten aitek hautatua...  
Nola han bainaiz sorthua,  
Han utziko dut mundua  
Galtzen ez badut zentzua.

Je ne saurais terminer sur un meilleur souhait ni sur une meilleure espérance.

PIERRE LHANDE, S. J.

Enghien (Belgique), novembre 1908.

